



(English Translation: as provided by Mosadeq Sahebodin, Institute for Consumer Protection, Mauritius)

Competition Act implemented soon

The Competition Act will soon be implemented. This was the assurance given by Motee Ramdass, minister of Commerce and Consumer Protection, at the opening of a workshop on a joint research project to be effected by the University of Mauritius and the Institute for Consumer Protection (ICP).

In his address, minister Ramdass reaffirmed the political will of government to work in favour of a competitive climate so as to ensure lower prices to consumers.

On his part, Mosadeq Sahebodin of ICP underlined that consumer organisations have an important role in sensitising consumers on the importance of a competition policy.

Le Defi plus -

28th May to 3rd June 2005

LES FROMAGES SE LA COULENT DOUCE

Il est un fait que, depuis peu, les trois marques de fromage cheddar sur les rayons des supermarchés affichent les mêmes prix, ou parfois une différence d'une roupie. En effet, le fromage Kraft, reconnu comme brand leader, est vendu Rs 29,90 la boîte de 227g, tandis que Sunny South qui le

tolonne de près se vend Rs 38,90. Une troisième marque, Bego, introduite depuis deux ou trois ans et qui se vendait Rs 23,00 la boîte du même poids, est offerte depuis mars dernier à ... Rs 38,90, soit la même prix que Sunny South ou une roupie de moins que Kraft.

COMMERCE Les distributeurs sont les premiers concernés

Competition Act : enfin une concurrence saine !

Le mécanisme pour la mise en application du "Competition Act" démarre bientôt, avec l'installation, dans les semaines à venir, d'un "Director of Fair Trading", comme préconisé dans la loi. Telle est l'assurance donnée par Motee Ramdass, le ministre du Commerce et de la protection des consommateurs, lors de l'ouverture d'un atelier de travail dans le cadre du projet de recherche conjoint de l'Université de Maurice et l'Institut pour la protection des consommateurs (ICP) sur la compétition. "Nous n'attendons plus que le feu vert du ministère des Services civils pour démarrer la mise en application de la loi" devait-il déclarer en réaction aux critiques de l'ICP à l'effet que le retard dans l'application laissait la voie à des pratiques commerciales anti-compétitives.

Le ministre Motee Ramdass a réaffirmé la volonté politique du gouvernement de favoriser un climat de compétition afin de parvenir aux consommateurs des prix moins élevés, une meilleure qualité des produits et un choix plus élargi. Mais il fait ressortir qu'il fallait compter avec le lobby des opérateurs.

Parlant de l'impact des cartels sur le bien-être des consommateurs, il a affirmé qu'un "emerge or a cartel can have serious impact on the economy". Il a précisé que le Competition Act prend en compte la spécificité de notre zone. Alors même qu'il établit un cadre légal pour le contrôle des pratiques commerciales, il a réaffirmé que le gouvernement est déterminé à aller de l'avant afin qu'il y ait une politique de compétition efficace à Maurice.

Après avoir, Rashna Deenan-Fatahmannode, chargée de cours au département Economic and Statistics de l'Université, a expliqué l'importance de ce projet de recherche, initié par le Consumer Unity and Trust Society (CUTS International) pour les sept pays africains, dont Maurice. Ce projet, à l'ère africaine, vise à développer une politique de compétition efficace.

Précisant la portée, Masadeq Salehedin, coordinateur de l'ICP, fit apprécier que CUTS ait confié à l'ICP la responsabilité de la partie conceptualisation du projet, dont le nom de code est 710p. Il a souligné que les organisations de consommateurs ont un rôle important dans la sensibilisation des consommateurs sur l'aspect

taux d'une politique de compétition.

Des consommateurs actifs peuvent parler à l'attention de l'autorité régulatrice des pra-

tiques anti-compétitives. Il a aussi affirmé que, pour qu'une Competition policy soit efficace, il faut de la volonté politique. Il a dit déplorer le retard dans la mise en application du Competition Act, voté en septembre 2003. Il a souligné que le retard dans l'institution de l'Office of Fair Trading, le Competition Tribunal et le Competition Advisory Council

laisaient la voie à des pratiques anti-compétitives, dont la vente à des prix en dessous du prix coûtant, l'abus d'une position dominante pour imposer des prix élevés, des collusion pour fixer des prix.

Pour sa part, Sapeer Nair, Regional Director du bureau africain de CUTS à Lusaka, a expliqué la portée du projet intitulé Copartly Building an Competition Policy in Select Countries of Eastern and Southern Africa. Il a rappelé que le projet était le troisième d'une série visant à promouvoir une culture de compétition dans les pays africains. Les pays concernés par le présent projet sont le Botswana, l'Éthiopie, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda et Maurice.

La deuxième partie de l'atelier était consacrée à la présentation d'un Preliminary Competition Paper, exposant l'état de la compétition à Maurice, étude qui avait été présentée en Ouganda en mars dernier. La présentation échoua au Dr



49811 Le ministre du Commerce prévoit une loi visant entre autres à baisser les prix.

Chandan Jankee, Senior Lecturer à l'Université, qui fait aussi partie de l'équipe de chercheurs, avec Sunil Bunde. Cette présentation était suivie d'une discussion au cours de laquelle les participants, une trentaine de personnes venant de tous les groupes de stakeholders, ont eu l'occasion de commenter le Country paper.

En conclusion, Sunil Bunde devait expliquer que la prochaine étape du projet sera consacrée à une enquête auprès de trois différents groupes de stakeholders. Rendez-vous fut pris, par la suite, pour le prochain atelier de travail dans six mois.

Avec de telle que celui du ministre sortant de la Protection des consommateurs sur l'incapacité de son ministère à mettre un terme à une collusion possible sur les prix du fromage, collusion que le secrétaire permanent du même ministère dit avoir aussi constaté. Réagissant aux critiques de l'ICP sur le retard dans la mise en application de la loi sur la compétition, le ministre a reconnu qu'il pourrait avoir une collusion entre les importateurs de fromage (cheddar), afin de maintenir des prix élevés.

Allusion a été faite à une possible collusion entre les distributeurs afin de maintenir des prix

élevés, les consommateurs n'ayant d'autre choix que de se plier à leurs dictats. En réaction, le ministre a implicitement reconnu qu'une telle collusion était apparente. Il a fait état d'une réunion qu'il avait eue avec les distributeurs concernés. Il a reconnu n'avoir pas réussi à les convaincre de baisser leurs prix. Évidemment, par la même occasion, il a mentionné, d'importation probable par la State Trading Corporation.

Il est opportun de relever que le Competition Act, voté en septembre 2003, affirme, à la section 12, que "where, under any agreement or the parties acquire or supply goods or services of the same description, the object of which is, in any way, to (i) fix the selling or purchase prices of the goods or services; (ii) that agreement shall be regarded as a collusive agreement". Il faut souligner que toute collusion pour fixer les prix est considérée, sous cette loi, comme une restrictive Business practice, soit une pratique anti-compétitive, pour laquelle le Director of Fair Trading peut saisir le Competition Tribunal.

Cette situation nous permet de nous interroger sur la volonté des déclarants à faire appliquer une loi manifestement en faveur des consommateurs. En fait, les organisations de consommateurs avaient trouvé, en cette loi, une avancée importante dans la protection de ceux-ci. Or, dans les milieux du ministère, on évogue encore le manque d'expertise pour expliquer le retard. Vous avez dit bizarre !

Les conseils anti-arnaque de l'ICP

- Vérifiez que l'institution est dûment enregistrée auprès de la Mauritius Qualifications Authority. Le certificat attestant cet enregistrement doit être affiché.
- Vérifiez que les annonceurs sont bien enregistrés auprès de la MQA. Demandez à voir leurs certificats d'enregistrement.
- Vérifiez que la liste de cours offerts est affichée, avec le montant des frais approuvés par la MQA.
- En cas de changements dans les frais réclamés, vérifiez si ces changements ont été approuvés par la MQA.
- Demandez à bien étudier tout contrat proposé avant de le lire.
- Exigez que le contrat soit signé en deux exemplaires, et qu'un exemplaire vous soit remis.

(English Translation: as provided by Mosadeq Sahebodin, Institute for Consumer Protection, Mauritius)

COMMERCE Distributors to be the first concerned.

COMPETITION ACT : healthy competition at last!

The mechanism in view of the implementation of the Competition Act start soon, with the posting of the Director of Fair Trading, as recommended by the law. This was the assurance given by Motee Ramdass, minister of Commerce and Consumer Protection, at the opening of a workshop in relation to a joint research project on competition policy to be effected by the University fo Mauritius and the Institute for Consumer Protection (ICP). "We are only waiting for the green light of the ministry of Civil Service Affairs to start the implementation of the law, he said in reaction to ICP's criticisms to the effect that the delay in the implementation of the law had given way to anticompetitive practices.

Minister Ramdass also reaffirmed the political will of government to work in favour of a competitive climate to ensure that consumers get lower prices, better quality of products and a larger choice. But he said that operators' lobby should be taken in consideration. Speaking on cartels, he said that a merger or cartel can have telling impact on the economy. He stressed that the Competition Act took into consideration the specificity of our small island economy and established a legal framework to control commercial practices. He repeated that government was determined to go forward so that Mauritius has an effective competition policy.

Before him Reshma Peerun Fatehmamode, lecturer at the Department of Economics and Statistics of the University fo Mauritius explained the importance of the research project initiated by CUTS International in seven African countries, including Mauritius. This project, she affirmed, aims at developing an effective competition policy.

Addressing the meeting, Mosadeq Sahebodin, ICP coordinator, expressed his appreciation that CUTS had conferred upon ICP the responsibility of the advocacy part of the 7 Up3 project. He underlined that consumer organisations had an important role to play in the raising awareness among consumers on the importance of a competition policy. Empowered consumers, he said, will bring anti-competitive practices, including abuse of dominance and collusion, to the attention of the Competition Authority. He also affirmed that for a competition policy to be effective, a strong political will was essential. He deplored the delay in the application of the Competition Act, voted in September 2003. He underlined that the delay in the institution of the Office of Fair Trading, the Competition Tribunal and the Competition Advisory Council, gave way to anti-competitive practices, such as the abuse of a dominant position to determine prices and collusive agreements such as on the cheddar cheese market.

For his part, Sajeev Nair, Regional Director for CUTS African Resource Centre explained the scope of the project entitled Capacity Building on Competition Policy in Select Countries of Eastern and Southern Africa. He recalled that the project was the third of a series that aimed at enhancing a competition culture in African countries. The countries concerned by the present project are Botswana, Ethiopia, Malawi, Mozambique, Namibia, Uganda and Mauritius.

The second part of the workshop saw the presentation of the Preliminary Country Paper that had been presented in Uganda in last March. The presentation was made by Dr Chandan Jankee, Senior Lecturer at the University, who also formed part of the team researchers with Sunil Bundoo. The presentation was followed by open discussion, during which the thirty participants from different stakeholder groups made comments on the PCP.

To conclude, Sunil Bundoo explained that the next stage would be dedicated to a survey among the different stakeholder groups. He reminded the participants that they would be invited for the next NRG meeting in six months time.

The outgoing minister for Consumer Protection confessed that his ministry was unable to put an end to the possible collusion on the price of cheddar cheese, a state of things that the Permanent Secretary to the same ministry confessed having noted. In reaction to ICP's

criticisms concerning the delay in the implementation of the competition law, the minister confessed that there could be a collusive agreement between the importers of cheddar cheese, in order to maintain high prices.

It had been alleged previously (by ICP spokesperson) that there could be a collusive agreement between the distributors in order to maintain high prices, consumers having no other choice than to abide by their dictates. In reaction, the minister implicitly recognised that such collusive agreement was apparent. He said that he had had a meeting with the said distributors. He recognised not having been able to convince them to reduce their prices. He also made allusion to the possibility of import of cheese by the State Trading Corporation, in case the situation persists.

It is appropriate to quote the Competition Act, voted in September 2003. Section 12 of the Act says "**where, under any agreement- (a) the parties acquire or supply goods or services of the same description, the object of which is, in any way, to - (i) fix the selling or purchase prices of the goods or services; (...), that agreement shall be regarded as a collusive agreement.**" It should be noted that any collusion to fix prices is considered, under the law, as a restrictive business practice, an anti-competitive practice, for which the Director of Fair Trading could refer to the Competition Tribunal.

This state of affairs commands us to question the will of the decision-makers to implement a law manifestly in favour of consumers. In fact, the consumer organisations had welcomed this law as a major landmark in consumer protection. However, in the ministerial offices, the lack of expertise is many times used to explain the delay. There should be something fishy somewhere...

National Reference Group Meeting

The National Reference Group Meeting, held at the University of Mauritius last week aimed at giving wider attention to the Research and Advocacy project effected by the Consumer Unity and Trust Society (CUTS International) on capacity building and on competition policy in select countries of Southern and Eastern African countries.

Code-named 7Up-3, this project is being effected in Mauritius by the department of Economic and Statistics, as the research partners and ICP as the advocacy partner.

The opening session of this first NRG meeting was enhanced by the presence of the Minister of Commerce and the Regional Director of CUTS-Africa Resource Centre, Sanjeev Nair, from Zambia.

'The main objective of competition policy', the minister said 'is to ensure lower prices, adequate supplies, and more distribution of income'. He underlined that monopolies and mergers have a negative impact on consumer welfare.

In her opening remarks, Mrs Rehana Fatehmamode, lecturer at the Department of Economics at the University of Mauritius, explained the scope of the present research project which according to her, aims at developing an effective competition regime.

Sanjeev Nair drew the attention of participants on how mergers and cartels can affect consumer welfare. He affirmed that if a competition policy could bring better regulations, it can also enhance the welfare of the poor section of society.

Mosadeq Sahebodin, the coordinator of the Institute of Consumer Protection(ICP), said that it recognised that the introduction of a comprehensive competition policy can lead to significant advantages to business as well as consumers and added that consumer organisations have an important role to play in raising awareness and stimulating interest among consumers about the competition policy.

ears
uritians
ire.



ns's famous